COMMÉMORATION ET POLITIQUE
AU DÉBUT DE LA MONARCHIE DE JUILLET

LE MONUMENT « AUX VICTIMES DE JUIN »
DANS LE CIMETIÈRE DU PÈRE LACHAISE DE PARIS
1832-1834-1835

C’est la faute à Voltaire...

Nous voudrions dans cet article rendre justice à un lieu peu connu de Paris, que l’on pourrait presque qualifier, pour reprendre le titre d’une série d’ouvrages récemment parus, de « lieu de mémoire » oublié 1. Il s’agit en effet d’un monument commémoratif, édifié au fond d’un enclos funéraire situé dans la VIe division du cimetière du Père Lachaise. Le monument proprement dit se compose d’une stèle surmontée d’un cénotaphe. Le promeneur peut y lire l’inscription suivante, bien que les caractères en soient assez dégradés :

LIBERTE ORDRE PUBLIC
(sur la partie supérieure du cénotaphe, face nord)

AUX VICTIMES DE JUIN
LA VILLE DE PARIS RECONNAISSANTE
(sur le socle du cénotaphe, face nord)

AVRIL 1834
JUILLET 1835
(sur le côté ouest du socle du cénotaphe)

Pour ces derniers mots, l’inscription est devenue presque illisible 2. En revanche, c’est très clairement que l’on peut prendre connaissance

2. Ce sont nos recherches qui nous ont en fait permis d’en établir le texte exact.
de la liste des 62 noms de gardes nationaux, gardes municipaux, mili-
taires et civils qui figurent sur la stèle (liste reproduite en appendice 1) et
reposent donc à cet endroit. La formulation pour le moins imprécise, et
même en apparence contradictoire, du texte amène à s’interroger sur
la date et la nature exactes de l’événement, ou des événements, et des
victimes dont le souvenir est célébré ici. Victimes de quoi ? Ou de qui ?
Quel mois de juin ? De quelle année ? Et pourquoi est-il question d’avril
1834 et de juillet 1835 ?

Ces deux dates renvoient respectivement aux émeutes des 13 et
14 avril 1834 et à l’attentat de Fieschi du 28 juillet 1835, dont on inhuma
ici les victimes. Mais il est clair qu’elles prirent place dans une sépul-
ture qui existait déjà et que les deux dates en question furent donc ajoutées à postériori sur le côté du monument, qui avait été élevé antérieure-
ment, pour d’autres victimes en une autre occasion. Il ne peut bien
entendu s’agir que des émeutes républicaines des 5 et 6 juin 1832, et
les premiers corps déposés ici furent donc ceux des membres des forces
de l’ordre tués dans les combats auxquels elles donnèrent lieu. Quant
à ceux des insurgés, ils n’eurent droit, si l’on en croit le mot de Cha-
teaubriand, qu’à « une place à la Morgue » 3. Et pourtant qui se sou-
vient encore des premiers alors que les seconds ont accédé, sous la
plume de Victor Hugo et à travers les personnages de Gavroche ou
d’Enjolras, à l’immortalité littéraire ? En effet, l’insurrection et les bar-
ricades de juin 1832 sont le cadre du livre premier de la cinquième par-
tie des Misérables, intitulé « La guerre entre quatre murs ». Mais cette
immortalité-là est aussi souvent maltraitée dans la mesure où beaucoup
des lecteurs de ces chapitres fameux (sans parler des spectateurs des
diverses adaptations cinématographiques ou théâtrales) croient que les événements qui y sont décrits se situent en 1830 ou en 1848, car ces
dates sont davantage connues du grand public sans doute à cause
des souvenirs scolaires ou de la colonne de Juillet. Notre monument
a souffert de la même confusion, à laquelle s’est ajouté assez rapi-
dement l’oubli.

Nous avons consulé en effet une bonne vingtaine de guides du
cimetières du Père Lachaise ou de Paris, parus de 1836 à nos jours,
et nous avons constaté qu’à peine une moitié en donnent une mention
exacte. Les grands noms de ce type d’ouvrages, Adolphe Joanne,
Karl Baedeker, le Guide Bleu 4, ne commettent pas d’erreur et se

3. F.- R. DE CHATEAUBRIAND, Mémoires d’Outre-Tombe, IVe partie, livre II, 2, édition
4. A. JOANNE, Paris illustré en 1870, Paris, 1870 ; K. BAEDKER, Paris et ses environs,
contentent d’ajouter l’année 1832 à l’inscription, et un seul recueil de lithographies funéraires du xixe siècle a jugé le monument digne d’une planche. La confusion avec juin 1848 est la plus fréquente. Elle tire sans doute son origine du caractère allusif de l’inscription elle-même mais aussi du livre de Jules Moiroux, qui pourtant était conservateur du cimetière, et qui ajoute d’ailleurs que des victimes de juin 1834 (sic) et de l’attentat de Fieschi sont aussi enterrées ici. Il est suivi par Fernand Bournon, Michel Dansel, Vincent de Langlade et Marcel Le Clère. Mais nombreux sont les « conducteurs », comme l’on disait au siècle dernier, ou les guides qui ne le citent pas du tout, certains pour des raisons politiques (Edmond Texier paraît avoir été un républicain), d’autres vraisemblablement parce qu’aucune personne célèbre ne reposait à cet endroit (Richard, M. Viennet, Jacques Hillairet, Pierre Lavedan, Jacques Barozzi). D’une manière générale, le désintérêt pour ce monument dans les ouvrages descriptifs tient dès le xixe siècle à la moindre importance de l’événement (une émeute et non une révolution), peut-être aussi à son emplacement (pas aussi central ni aussi privilégié que celui du tombeau de Casimir Péri par exemple), et de nos jours à l’éloignement dans le temps ou à une lecture trop superficielle de la stèle ou des sources historiques ! Une visite au cimetière permet de vérifier facilement ce constat : la pierre s’est détériorée aussi vite que la mémoire collective et les nombreux pèlerins venant se recueillir bruyamment sur la tombe voisine d’un chanteur américain passent devant sans même y jeter un regard.

Nous aurons donc l’occasion de montrer qu’on ne peut attribuer ce monument qu’aux victimes militaires des émeutes de juin 1832 et d’avril 1834, ainsi qu’aux victimes, civiles celles-là, de l’attentat de Fieschi le 28 juillet 1835. L’analyse des listes de noms portées sur le monument et celle de ses éléments décoratifs et symboliques, qui appartiennent pleinement aux premiers temps de la Monarchie de Juillet, en apportent une preuve irréfutable. Mais le but de cette étude ne se limite pas seulement à préciser cette datation, ni à rappeler l’existence d’un monument négligé et considéré comme mineur, mais aussi à essayer


de montrer son intérêt dans le contexte politique, social et idéologique de cette période.

Avant d’aller plus loin, il est nécessaire d’évoquer d’un mot les circonstances qui ont présidé à l’érection de ce monument. Nous ne reviendrons pas ici sur l’agitation révolutionnaire qui marque le début du régime jusqu’en 1835 ni sur le détail des événements eux-mêmes. Nous renvoyons pour cela à des ouvrages plus généraux. Rappelons simplement qu’en 1832, alors que la crise provoque le marasme des affaires et le chômage des ouvriers, le choléra se répand en France. Si les classes aisées n’ont pas été épargnées, Casimir Périer en fut la victime la plus fameuse, ce sont les quartiers populaires et insalubres des grandes cités et surtout de Paris qui furent les plus touchés. Une psychose d’épidémie apparut dans la ville qui vint s’ajouter au climat latent d’agitation qui y régnait déjà. En avril 1832, la mise en adjudication du service de nettoyement provoqua une émeute des chiffonniers parisiens, soutenue par le petit peuple et la foule des misérables travaillée par les ravages de la maladie et les rumeurs d’empoisonnement. La bourgeoisie connaît alors un de ces grands mouvements de peur sociale qui lui font abandonner pour un temps ses principes libéraux. Dès 1831, le remplacement de Laffitte par Casimir Périer à la tête du ministère avait annoncé le début d’une politique de répression anti-républicaine et de lutte contre les mouvements sociaux (écrasement de la révolte des Canuts à Lyon en novembre 1831). Mais au mois de mai 1832 la mort du président du Conseil affaiblit le gouvernement et les adversaires du régime, en tête desquels marchaient les sociétés républicaines, profiterent de ces circonstances pour reprendre l’offensive. Le 5 juin, les funérailles du général Lamarque, suivies par un immense cortège, dégénèrent en émeute. Celle-ci dura deux jours et toucha surtout ce « terroir de barricades » qui s’étendait du faubourg Saint-Denis au faubourg Saint-Antoine et des Halles à l’Arsenal. Au soir du 6 juin les dernières barricades édifiées autour du cloître Saint-Merry étaient enlevées et l’ordre rétabli. Mais le bilan de ces journées était lourd, témoignant de la violence des combats. Nous aurons l’occasion d’y revenir.

Le régime sortait donc vainqueur et renforcé de cette épreuve, la plus dure qu’il ait eu à affronter depuis 1830. Il n’empêche qu’on avait eu

peur, comme l’atteste la sévérité des mesures prises contre le parti républicain, déjà bien affaibli par son échec et plus encore par ses divisions. C’est dans ce contexte que le gouvernement décida également de donner une sépulture commune et solennelle à ceux qui avaient combattu pour sa défense. Cette décision, si l’on s’en tient au texte de l’ordonnance du 10 juillet 1832, venait en fait approuver une délibération du conseil municipal en date du 11 juin, décidant d’accorder la concession perpétuelle de places d’honneur dans le cimetière de l’Est (Père Lachaise). Il est probable que ce geste a été en fait inspiré par le préfet de la Seine, qui était alors le comte de Bondy. Rien sans doute ne se faisait sans l’aval de ce personnage autoritaire qui avait l’habitude d’imposer ses déterminations, et le conseil municipal de Paris était encore à ce moment un corps nommé. Mais on peut penser que dans la suite immédiate de l’émeute, et encore sous le choc des événements, les membres du conseil ne se sont guère fait prier et ont même approuvé pleinement la proposition qui leur était soumise, manifestant ainsi à la fois leur fidélité au trône et leur gratitude pour ceux qui avaient sacrifié leur vie à la défense de la « Liberté » et de l’ « Ordre public ».

Il faut s’arrêter un moment sur cette formule gravée sur le cénotaphe et sur la signification précise de la dédicace sur son socle. Comme nous l’avions remarqué plus haut, on est d’abord frappé par l’imprécision de la phrase : « Aux victimes de Juin. La Ville de Paris reconnaisante ». On peut penser bien sûr qu’il n’était pas nécessaire de préciser davantage des événements récents et connus par tous, mais aussi se demander s’il n’y avait pas également ici une volonté de discrétion concernant la répression d’un mouvement politique qui pouvait encore jouir d’une certaine popularité. En fait, c’est l’inscription du cénotaphe qui


Le préfet avait dû cependant abandonner un certain nombre de ses exigences, comme celle de présider lui-même, de jure, le conseil, et ménager celui-ci pour s’assurer son complet soutien dans le cadre d’une situation financière très difficile en 1832. Cette situation explique peut-être aussi que le monument ait été réalisé pour ainsi dire à l’économie, en particulier pour la qualité de la pierre, à en juger par son état de dégradation par rapport à d’autres monuments contemporains voisins.

Pour revenir à notre monument, le parallèle entre juillet 1830 et juin 1832 se retrouve encore dans celui que l'on peut établir avec la colonne de la Bastille. La comparaison entre les deux monuments est d'ailleurs éclairante et pas seulement, comme nous le verrons, en ce qui concerne la décoration. La même volonté d'hommage officiel se retrouve à leur origine. Dès 1830 en effet, le gouvernement avait décidé d'élever un monument à la mémoire des personnes tuées lors des Trois Glorieuses 15. Cependant, il n'avait pas été prévu au départ d'y placer les restes de ces victimes et ce monument devait donc être seulement commémoratif. En revanche, la décision prise par le gouvernement et la ville de Paris en 1832 concernait bien d'abord la sépulture des citoyens tués pendant les journées de juin et c'est la raison qui imposa le choix d'un cimetière pour l'emplacement de notre monument. Qui plus est,
le Père Lachaise était alors un endroit en vogue et très recherché, à tel point que la Ville avait dû procéder en cette même année 1832 à un agrandissement de plus d’un hectare. On honorait donc tout particulièrement ces victimes par le choix d’un cimetière qui conférait une espèce de distinction à ceux qui y étaient ensevelis. Peut-être est-ce d’ailleurs cela qui a donné au gouvernement l’idée de transporter sous la Colonne les dépouilles des Héros de Juillet, jusque-là dispersées entre plusieurs cimetières. Ici, le monument avait précédé la sépulture, alors qu’au Père Lachaise, c’était la sépulture qui avait été la préoccupation première. Au bout du compte, ces deux monuments illustrent bien les deux principes et les deux faces du régime. La Colonne, symboliquement érigée place de la Bastille, pour la Liberté et le « Mouvement », et, pour l’Ordre et la « Résistance », le monument situé dans le champ parisien des morts illustres, qui en est comme une sorte de pendant répressif.

L’emplacement concédé par la ville de Paris, dans la VIe division, se présente comme un quadrilatère d’un peu moins de 100 mètres carrés, entouré d’une balustrade à l’antique, dans lequel on pénètre par le côté nord. Et c’est du côté opposé, au fond pour ainsi dire, là où la pente s’amorce, que se dresse le monument. Cette sorte de terrasse, sans aucune chapelle ni croix, fait penser à un « témenos », enclos consacré à une divinité ou à un glorieux mortel, et évoque davantage l’Antiquité que les rites funéraires chrétiens.

L’influence antique se retrouve également dans la construction du monument. L’architecte de la ville de Paris Étienne-Hippolyte Godde


17. Voir A. MOUSSET, op. cit., p. 185 sqq.

18. Voir ARISTOTE, Rhétorique I, 1361 A, au sujet des marques de reconnaissance : « Les honneurs sont l’indice d’une avantageuse réputation de bienfaisance : on honore à bon droit, et surtout, ceux qui ont fait du bien, mais aussi celui qui a la capacité d’en faire… Beaucoup d’hommes obtiennent des honneurs pour des raisons qui semblent minimes, mais ce sont les lieux et les circonstances qui sont en cause. Font partie des honneurs : les sacrifices, les commémorations en vers et en prose, les bénéfices attachés à des charges honorifiques, les enclos consacrés, les présidences, les tombeaux, les statues, la nourriture aux frais de l’État (…). »
(1781-1869) a édifié sur un soubassement de 90 centimètres un cippe quadrangulaire d’une hauteur de 3 mètres surmonté d’un cénotaphe d’un mètre cinquante posé sur un petit socle où se lit la dédicace. Le couronnement est inspiré de l’architecture grecque (ou étrusque) avec un fronton triangulaire et des acrotères surmontant une petite moulure, dus au sculpteur Plantard, artiste très employé alors dans la décoration funéraire. Le cénotaphe présente aux quatre coins des flambeaux renversés, images de la vie consumée ; ses faces est et ouest portent un papillon entouré d’un serpent qui se mord la queue, ce qui évoque le sommeil éternel. En effet l’insecte sculpté ici ne ressemble pas à un papillon de jour qui pourrait représenter la résurrection de l’âme chrétienne mais à un papillon de nuit, symbole de sommeil, et le serpent qui l’encercle est une image de l’éternité déjà attestée en Égypte ancienne. Les étoiles à six branches, nombreuses sur la stèle, ainsi que celle placée au fronton, ne paraissent pas offrir de symbolisme particulier ; l’étoile, évocatrice de lumière, souligne simplement l’éclat de la renommée ou de la bravoure des combattants. Plantard les utilise également pour la sépulture de la famille Frochot (Père Lachaise, XXXVIIe division). Les couronnes de feuilles de chêne au centre desquelles elles sont placées, symbolisent clairement la force et cette représentation remonte aussi à la mythologie grecque ou à la religion druidique. Cette vertu est encore mise en valeur par les grandes lances qui séparent les listes des victimes. Tout aussi courant dans l’art de Plantard (cf. sépulture Frochot) comme dans la référence antique est le grand feston de feuilles de chêne tressées, sur la face principale du cénotaphe. Le coq aux ailes fièrement déployées qu’il supporte nous fait cependant passer au domaine du symbolisme politique car cet animal fut choisi comme emblème par la Monarchie de Juillet. Il apparaît dès août 1830 sur la hampe des étendards de la Garde nationale et sur diverses parties de leur uniforme 19. Le shako possédait comme ornement « des plumes de coq tricolores et tombantes » et les boutons avaient ce même oiseau en leur centre. Le coq apparaissait également sur la coiffure et sur diverses pièces de l’équipement des soldats de la ligne. Une autre concession à l’époque se remarque dans le choix du français, et non du latin, pour la dédicace, ce qui fut également le cas, quelques années plus tard, sur la Colonne de Juillet 20.

20. Sur le choix du français, voir la réponse de Thiers à la commission de l’Académie des Inscriptions et Belles Lettres, chargée de rédiger le texte pour la Colonne et qui demandait si celui-ci devait être en latin ou en français : « Le monument à ériger sur l’emplace-
Fig. 1. — **Le monument « Aux victimes de Juin »**
(Dessin par Normand fils, 1847)
D’une manière générale, le style éclectique de l’architecte et du décorateur ne brille pas ici par son originalité 21 ni par son élégance, mais il obtient un effet d’austère vigueur et de recueillement qui était bien adapté à la commande qu’ils avaient sans doute reçue d’exalter la valeur des combattants et de pérenniser leur souvenir. En outre le monument est également empreint d’un symbolisme d’origine païenne qui correspondait bien en fait au goût et à l’idéologie dominants parmi les élites depuis la fin du xviiième siècle. Il suffit de se promener dans d’autres allées de ce secteur du Père Lachaise, ou dans d’autres cimetières de Paris et de la province pour constater à quel point le style funéraire avait alors marginalisé les symboles chrétiens, quand il ne les avait pas supprimés 22, pour utiliser un répertoire architectural, décoratif et symbolique emprunté à l’Antiquité égyptienne ou gréco-romaine 23. L’architecture civile et religieuse obéissait d’ailleurs au même courant, dominé par les doctrines néo-classiques de Quatremère de Quincy et les œuvres de Percier et Fontaine. La Restauration n’avait pas à cet égard introduit de rupture, comme en témoigne le style de la Chapelle expiatoire 24, et c’est à cette époque et dans cet esprit que Godde avait reconstruit le séminaire de Saint-Sulpice et bâti un certain nombre d’églises parisiennes 25. L’architecture et le symbolisme funéraires étaient cependant le cadre dans lequel les élites voltairiennes affichaient le plus clairement leur scepticisme ou leur spiritualisme déiste, à travers toute une gamme de nuances et de variantes parfois savamment figurées.

21. Plantard emploie le même répertoire, étoiles, festons, flambeaux sur d’autres tombes : Suchet (XXXIXème division), Lefebvre (XXVIIIème division), Dupaty (XXVIème division), Santerre (cimetière du Montparnasse).
22. Faut-il rappeler ici le célèbre arrêté sur les cimetières pris par Fouché, représentant en mission dans la Nièvre, le 10 octobre 1793, qui prescrivait de les dépouiller de tout symbole chrétien et d’y apposer un écrierau affirmant que « La mort est un sommeil éternel » ?
24. Élevée de 1815 à 1826 par Lebas, élève de Fontaine, sur l’emplacement de l’ancien petit cimetière de la Madeleine où les corps de Louis XVI et de Marie-Antoinette avaient été transportés après leur exécution.
Mais notre monument présente de ce point de vue un intérêt supplémentaire dans la mesure où il s'agit d'une commande publique faite dans le contexte particulier des premiers temps de la Monarchie de Juillet. Celle-ci manifestait en effet à ce moment un fort anticléricalisme, qui était autant une réaction à l'union du Trône et de l'Autel sous la Restauration, que la manifestation de l'ido\"og\"ologie des forces sociales et politiques qui l'anim\"aient et la soutenaient. Dans cet esprit, l'article de la Charte qui faisait du catholicisme la religion d'État fut supprimé, le Panthéon rendu aux grands hommes et les articles organiques strictement appliqu\"es. Juillet était bien l'avènement au pouvoir des fils de Voltaire, et Dupin pouvait déclarer avec fierté que le gouvernement était « maintenant philosophique », tandis que Salvandy s'inquiétait en écrivant à la fin de 1831 : « Il y a quelques mois on mettait le prêtre partout, maintenant on ne met Dieu nulle part. » De fait, la religion comme le clergé étaient systématiquement écartés des manifestations publiques. Ainsi le 27 juillet 1831, on rendit hommage aux morts des Trois Glorieuses dans une cérémonie que Thureau-Dangin décrit en ces termes : « ... le Roi et les pouvoirs publics se rendaient au Panthéon dont la croix venait d'être arrachée quelques jours auparavant, et y célébraient je ne sais quelle cérémonie païenne, où, en guise d'hymne religieux, les artistes de l'Opéra chantaient la Marseillaise et la Parisienne. Cette solennité laissa une impression pénible à toutes les âmes un peu hautes. En en sortant, la duchesse de Broglie, qui était protestante, ne pouvait se contenir, et, rencontrant M. Thiers, elle lui dit : « Bienheureux les morts qui meurent au Seigneur ; cela vaut mieux, monsieur, que tout ce que nous venons d'entendre. » M. Thiers ne sut trop que répondre. »

Cet anticléricalisme s'atténu\"a par la suite, et en 1835 le clergé fut, comme nous le verrons, associé aux funérailles des victimes de l'attentat de Fieschi. Il n'empêche qu'en 1832 on avait élevé aux morts dont le gouvernement souhaitait conserver le souvenir une sépulture sans Dieu, un véritable monument laïc. En regard de cela un passage des Illusions per\"\"es de Balzac prend sans doute une signification particulière. On y voit les membres du « Cénacle » aller retirer à Saint-Merry le corps de l'un des leurs, Michel Christien, tu\"\" pendant les journées de juin, et obtenir l'autorisation de l'ensevelir nuitamment au Père Lachaise, dans une tombe que Balzac décrit ainsi : « En vous

promenant dans cet élégant cimetière, vous verrez un terrain acheté à
perpétuité, où s’élève une tombe de gazon surmontée d’une croix en
bois noire sur laquelle sont gravées en lettres rouges ces deux noms :
Michel Chrestien. C’est le seul monument qui soit dans ce style. Les
cinq amis ont pensé qu’il fallait rendre hommage à cet homme simple
par cette simplicité. » Balzac connaissait bien le Père Lachaise, qui appa-
raît souvent dans son œuvre, et donc certainement le monument aux
victimes de juin, et peut-être a-t-il voulu l’opposer implicitement à cette
tombe « simple » et surtout chrétienne. Le nom même du défunt est
également révélateur et l’on sait que l’auteur, derrière cette figure idéale,
pensait vraisemblablement à Buchez (1796-1865), d’abord carbonariiste
puis saint-simonien, avant de jouer un rôle essentiel dans la fondation
du socialisme chrétien dans les années 1830 et 1840. Ce personnage était
donc ainsi présenté comme l’antithèse de la bourgeoisie de Juillet et
d’ailleurs, quelques pages auparavant, Balzac décrit ainsi les conditions
de sa mort : « Ce gai bohémien de l’intelligence, ce grand homme d’État,
qui peut-être eût changé la face du monde, mourut au cloître Saint-
Merry comme un simple soldat. La balle de quelque négociant tua là
l’une des plus nobles créatures qui foulassaient le sol français. »
Comme on le voit encore ici, la littérature se chargea rapidement de
donner aux insurgés les honneurs et la sépulture dont le régime les avait
privés. Mais revenons à présent aux morts distingués par celui-ci à
travers l’étude des listes nominatives des victimes, en commençant
par celles de juin 1832.

**Face nord : juin 1832**

Nous avons ici, sur la façade du monument et sous l’inscription prin-
cipale, une liste sur trois colonnes de noms d’officiers, sous-officiers et
soldats appartenant à l’armée, à la Garde nationale et à la Garde munici-
pale de Paris, infanterie et cavalerie, qui sont tombés au cours de la
répression de l’émeute républicaine des 5 et 6 juin 1832, à Paris.
Avant d’entamer une analyse plus approfondie nous devons d’abord
préciser qu’il n’y a pas ici la totalité des victimes des forces de l’ordre.
Nous comptons en effet 43 noms sur le monument, alors que les rap-
ports et les bilans dont nous disposons donnent tous des chiffres supé-

30. Nous ne reprendrons pas ici le récit du détail des combats et de la géographie de
l’émeute. On consulera, outre les ouvrages généraux, L. GIRARD, *La Garde nationale
rieurs. Nous connaissons d'ailleurs des officiers et soldats qui ne reposent pas en ce lieu. Citons entre autres le capitaine Turpin, de la Garde municipale, tué le 5 juin en allant secourir la caserne des Vétérans, près le Jardin du Roi, ou le sergent Touchet et le caporal Monlien, du même corps, tués le même jour, ou encore le lieutenant Benneton de la Garde nationale, dont nous savons qu’il a été inhumé dès le 8 juin au cimetière Montmartre. Il est probable donc que certaines familles n’ont pas souhaité, pour des raisons sans doute diverses, bénéficier de la concession accordée par la Ville et faire transporter les restes de leurs morts dans l’enclos du Père Lachaise.

L’examen des rapports rassemblés par l’état-major de la Garde nationale et de l’état des pertes, légion par légion, nous permet d’en comparer les données avec celles de notre monument (voir appendice I) et de dresser le tableau suivant.

(L’astérisque désigne les victimes dont les noms figurent sur le monument du Père Lachaise; nos commentaires figurent en italiques.)

PARIS
1° Légion (1er arrondissement, quartiers Roule, Champs-Élysées, place Vendôme, Tuileries)
Néant

2° Légion (2e arrt., Palais-Royal, Feydeau, Chaussée d’Antin, Fbg. Montmartre)
5 tués : TUFFEE, HELT, BERNARD, PAYOT-MOLLET, GEOFFROY; lieutenant
11 blessés

3° Légion (3e arrt., Mail, Saint-Eustache, Montmartre, Fbg. Poissonnière)

31. Suivant le préfet de police Gisquet il y eut 60 morts et 326 blessés du côté des forces de l’ordre, 80 et 200, du côté des insurgés; voir H. GISQUET, Mémoires de M. Gisquet, ancien préfet de police, écrits par lui-même, Paris, 1840. On consultera surtout les rapports de la Garde nationale et de la Garde municipale, publiés par le Moniteur, voir infra, note 33.

32. Voir le Moniteur, 12 juin 1832, p. 1316, et 14 juin, p. 1324.

3 tués : SUTTY, MOURANT, SCUGFORT
7 blessés

4e Légion (4e ardt., Marchés, Banque, Louvre, Saint-Honoré)
2 tués : BELLIER* LEFORT*
7 blessés

5e Légion (5e ardt., Fbg. Saint-Denis, Bonne-Nouvelle, Montorgueil, Porte Saint-Martin)
Pas de tués
6 blessés
Toutefois le nommé MATHIEU* Étienne, tambour, est mentionné parmi ces blessés, avec une jambe amputée. Dans la mesure où il figure sur notre monument, nous pouvons supposer qu'il est décédé quelque temps après, des suites de cette blessure. Le nombre de tués de cette légion doit donc être porté à 1.

6e Légion (6e ardt., Porte Saint-Denis, Lombards, Saint-Martin des Champs, Temple)
3 tués : ÉLIE, PROCHE, ROUHOT
28 blessés
Il faut ajouter ici aux morts le capitaine GRAVET* Pierre, amputé d'un bras à l'hôpital Saint-Louis, et le nommé MORGÉ* Dominique, chasseur, la jambe fracturée par une balle, qui figurent sur la liste des blessés mais aussi sur le monument. Le total des tués doit donc être porté ici à 5 et cette légion apparaît comme la plus touchée, avec la 2e.

7e Légion (7e ardt., Mont-de-Piété, Sainte-Avoye, Marché Saint-Jean, Arcis)
2 tués : BENNETON, DEMILCANT
3 blessés

8e Légion (8e ardt., Marais, Popincourt, Fbg. Saint-Antoine, Quinze-Vingts)
1 tué : HERVET*
L'état des pertes permet ici de compléter l'inscription du monument qui comportait une curieuse lacune. On peut même ajouter que ce tambour appartenait au 4e bataillon, 3e compagnie, et qu'il a été tué d'un coup de feu dans le bas-ventre, le 5 juin vers 17 heures alors qu'il portait les convocations34.
1 blessé

9e Légion (9e ardt., Hôtel-de-Ville, Arsenal, Cité, Ile Saint-Louis)
Néant

34. L. GIRARD, op. cit., p. 239. On remarque d'une manière générale que les tambours étaient particulièrement visés et ont payé un lourd tribut à l'émeute.
10e Légion (10e ardt., Invalides, Fbg. Saint-Germain, Saint-Thomas d’Aquin, Monnaie)
Pas de tués
3 blessés

11e Légion (11e ardt., Luxembourg, École de Médecine, Sorbonne, Palais de Justice)
Pas de tués
7 blessés
(Dont un d’un pot de fleurs lancé d’une fenêtre rue de la Harpe!).

12e Légion (12e ardt., Saint-Jacques, Saint-Marcel, Conservatoire, Jardin des Plantes)
Néant

13e Légion (cavalerie)
1 blessé

BANLIEUE :

1re Légion
6 blessés

2e Légion
8 blessés

3e Légion
2 tués : DUBETTIER, LIUETTE
1 blessé
Il s’agit du nommé GAUTIER* Pierre, « blessé dangereusement à la poitrine et au bras, père de famille », qui a sans doute dû mourir des suites de ces blessures puisque son nom se trouve sur notre monument, avec la seule mention de sa profession : journalier. Là aussi le texte de l’inscription peut donc être complété, et il s’agit du seul garde de banlieue enterré ici. Le total des tués de cette légion doit donc être porté à 3.

4e Légion
Renseignements non parvenus à la date du rapport.

Le total des pertes était donc de 18 morts et de 104 blessés au 20 juin 1832 35. Le monument du Père Lachaise permet de compléter ce total et de le porter à 22 morts, dont 8 sont enterrés ici.

35. Chiffre retenu par L. GIRARD, op. cit., p. 239, n. 1.
Une analyse comparative du même type peut être faite pour la Garde municipale, sur la base d’un rapport publié le 20 juin 1832, bien que les données en soient moins précises.\(^{36}\)

**Journée du 5 juin**
(nous n’avons reporté ici le nom ni le nombre des blessés, sauf lorsqu’ils intéressaient notre monument).

**Tués :**

TURPIN, capitaine, cf. *supra*; MAZY, poste de la place Maubert; LESAY, *id.*; LEPSATRE, *id.*; LADROIX*, *id.*; AUBERT*, tué rue de l’Égoût, alors qu’il portait une lettre du préfet de police au commissaire de police, rue Amelot; SATTLER*, poste de la Bastille; TOUCHE, poste de la Lingerie; LEGLANNEC, *id.*; GILLES*, *id.*

**Journée du 6 juin**

**Tués :**

LAUVRILLERE*, PAPILLARD, BERINGER*, REIBEL*, SCHMITT*

**Blessés :**

COQUELET*, HERRERA*

Ces deux gardes sont donc morts des suites de leurs blessures. On notera la conduite du garde Herrera, qui fut rapportée par la presse. Blessé grièvement et laissé pour mort, il avait réussi à se traîner derrière une borne et à épuiser ses cartouches. Les insurgés lui laissèrent la vie sauve et lui firent même donner les premiers soins.

Le total du rapport était donc de 15 morts\(^{37}\), auxquels nous pouvons ajouter 2 noms. Par ailleurs la liste du monument donne un autre nom de garde municipal, RAUD Jean, qui n’apparaît nulle part dans le rapport ni dans la presse. Le total réel des pertes de la Garde municipale devrait donc être porté à 18 tués.

Nous ne sommes malheureusement pas en possession de renseignements aussi précis en ce qui concerne les pertes proprement militaires. Un rapport du maréchal de camp, commandant la place de Paris,

---


\(^{37}\) Alors qu’un article de presse anonyme, rapporté par le Moniteur du 12 juin, donnait 17 gardes tués, plus un officier (Turpin) et deux sous-officiers.
d’Arriule 38, donne pour les troupes de la garnison de Paris et pour la Garde municipale (elle relevait directement du préfet de police mais faisait partie en effet de la Gendarmerie royale et donc de l’armée 39), les chiffres de 55 tués et 240 blessés. En relevant du premier chiffre les 15 tués de la Garde municipale mentionnés par le rapport du 20 juin, nous obtiendrions donc pour l’armée un chiffre théorique de 40 victimes. L’inscription du monument en mentionne quant à elle 24.

Le rapport d’Arriule nous précise en outre le détail par grade. A savoir, 3 officiers (il y en a 2 sur le monument : CHOLLET, chef d’escadron, 6e Dragons, et PREVOST, capitaine, 14e Léger); 3 sous-officiers (2 sur le monument : LEMOÏNE, sergent, 25e de Ligne, et LOINTIER, 3e compagnie de Vétérans); 5 caporaux (1, SENEGON, 16e de Ligne), 2 tambours (aucun) et 42 soldats (19 sur le monument, dont 2 pour qui l’unité n’est pas mentionnée, FOLENFANT et LHUBERT). Onze régiments sont représentés, et ce sont d’ailleurs les mêmes qui apparaissent dans les récits de la presse et les comptes rendus des rapports officiels. Nous en donnons la liste avec le nombre de victimes, d’après notre inscription, en indiquant pour chacun la garnison d’affectation en 1832 40 :

_Cavalerie_ :

6e Dragons (Paris), 1 tué
5e Lanciers (Versailles), 1 tué

_Infanterie_ :

1er de Ligne (Paris), 3 tués
3e de Ligne (Paris), 1 tué
16e de Ligne (Paris), 3 tués
25e de Ligne (Paris), 3 tués
42e de Ligne (Versailles), 1 tué
2e Léger (Perpignan 41), 1 tué
3e Léger (Paris), 1 tué
12e Léger (Saint-Denis), 1 tué
14e Léger (Courbevoie), 4 tués
3e Compagnie de Vétérans (Paris), 1 tué.

---

40. D’après l’Annuaire..., op. cit., 1832 et 1833.
41. Il s’agissait sans doute d’un bataillon de ce régiment détaché à Paris pour des raisons inconnues de nous.
Comme nous allons le voir maintenant, l’enclos du Père Lachaise a été réutilisé à deux reprises et dans des circonstances un peu différentes.

*Face onest, colonne de gauche : avril 1834*

On a rajouté ici, sur une colonne et avec la même gravure, les noms de gardes nationaux, de gardes municipaux et de soldats tués lors des émeutes des 13 et 14 avril 1834, et enterrés ici. Nous ne disposons malheureusement pas pour ces événements de rapports aussi précis et circonstanciés qu’en 1832. Le Moniteur du 15 avril donnait un récit rapide des combats, en attendant, précisait-il, que des rapports officiels lui parvinssent. Mais ceux-ci ne semblent pas avoir été publiés. C’est que la répression de l’émeute avait été entachée du massacre des habitants d’un immeuble de la rue Transnonain (au numéro 12). Le lundi 14, vers 5 heures du matin, des soldats du 35e de Ligne essuyèrent des coups de feu qui leur causèrent plusieurs morts, dont le capitaine Rey. Pensant que le feu était venu de cet immeuble, les soldats s’y précipitèrent et massacrent 12 de ses innocents habitants. L’affaire fit grand bruit et fut très rapidement illustrée par les ennemis du régime, en particulier Daumier, qui réalisa alors un de ses chefs-d’œuvre. On comprend dès lors que le gouvernement n’ait pas fait autor de cette « bavure » dramatique la même clarté ni la même diligence qu’en juin 1832. Le préfet Gisquet devait par la suite la regretter tout en l’expliquant par l’exaspération des soldats et des officiers attaqués lâchement. Il donne par ailleurs dans ses Mémoires un bilan de 16 morts chez les forces de l’ordre et de 14 chez les insurgés. Philippe Vigier estime que ce dernier chiffre est sous-estimé; en revanche le chiffre avancé pour les forces de l’ordre semble correspondre davantage à la réalité puisque nous avons sur le monument une

42. Sur ces événements, voir en particulier P. Vigier, op. cit., p. 121 sqq., mais aussi de Ledru-Rollin le Mémoire sur les événements de la rue Transnonain dans les journées des 13 et 14 avril 1834 (Bibl. nat., Lb 51 2171), ainsi que l’Historique du 35e de Ligne, par les capitaines G. Rondoz et V. Janesson (Bibliothèque du Service historique de l’Armée de Terre), qui rapporte les faits avec une relative honnêteté et les explique par l’initiative de soldats exaspérés et livrés à eux-mêmes. Explication peu convaincante, dans la mesure où, au dire même de ces auteurs, il aurait duré pendant deux heures. On imagine mal des soldats privés d’officiers durant un temps aussi long et dans des circonstances pareilles. Par ailleurs ce compte rendu parle du massacre de personnes prises « les armes à la main », ce qui revient alors à l’exécution sommaire de prisonniers.


44. Voir op. cit., t. III, p. 401.

45. Voir op. cit., p. 123.
liste de 15 noms, 1 garde national 46, 3 gardes municipaux et 11 militaires, dont 2 officiers, les capitaines Rey et Gilbert 47. Les régiments concernés, dont les 32e et 35e de Ligne avec 4 tués chacun, qui furent les plus touchés, appartenaient tous à la garnison de Paris. On remarquera enfin que repose en ce lieu la plus grande partie des victimes de ces deux journées, alors qu’en juin 1832, seuls environ les deux tiers des tués des forces de l’ordre y avaient trouvé place. Cette différence tient certainement au fait qu’en 1834 le monument était construit, et l’enclos suffisamment vaste pour accueillir de nouvelles sépultures. La Ville accorda d’ailleurs très rapidement les concessions 48. On ajouta simplement, et discrètement, l’inscription « Avril 1834 » sur le côté du monument.

Quelques remarques peuvent être faites à présent à propos de ces deux listes gravées sur notre monument, en particulier concernant la Garde nationale. Rappelons qu’elle avait été licenciée par Charles X, à la suite de manifestations d’hostilité contre le ministère Villèle lors de la revue du 29 avril 1827 49. Réapparue dès le 28 juillet 1830 dans les rues de la capitale, elle est immédiatement l’objet de toutes les attentions du nouveau régime et bénéficie de l’engouement de la population. Réorganisée d’abord sur la base des anciennes légions dont le recrutement était au demeurant fort bourgeois, la Garde connaît pourtant en 1830 un net mouvement de démocratisation, encouragé par son chef Lafayette, dont notre inscription conserve la trace à travers la mention des métiers exercés par certains gardes : journalier, commis, tourneur en cuivre, vernisseur. Louis Girard 50 rapporte même que la 2e Légion

46. Selon L. Girard il y eut 4 morts dans les rangs de la Garde nationale, voir op. cit., p. 244.
48. Voir Moniteur du 22 avril 1834, p. 987 : « Le conseil municipal, dans sa séance d’hier, a décidé, sur la proposition de M. le préfet de la Seine, que des terrains seraient concédés gratuitement et à perpétuité, par la ville de Paris, dans le cimetière du Père Lachaise, aux victimes des 13 et 14 avril. Ces terrains seront voisins de ceux dans lesquels reposent les citoyens qui ont succombé de même dans les rangs de la Garde nationale ou de l’armée aux journées de juin. »
ouvrit ses rangs à 120 ouvriers, équipés aux frais de leurs camarades, et que chaque légion fit de même. En 1832, cet engouement était un peu passé et si la Garde nationale demeurait fidèle au régime, ce n'était plus avec le même zèle ni la même unicité qu'à ses débuts. En avril 1832, au plus fort de la crise cholérique et au moment de l'« émeute des chiffonniers », ou « des tombereaux », peu de gardes répondirent au rappel et les officiers étaient pratiquement les seuls présents. Dans ce contexte, il ne faut pas s'étonner de ne pas trouver la Garde nationale aux premiers rangs de la répression et des pertes en juin suivant, comme en avril 1834. Notre inscription en témoigne ainsi que les bilans que nous avons pu faire, à travers le tableau suivant (pour juin 1832) :

- **Garde nationale** : 22 tués (dont 8 sur le monument), pour un effectif théorique total d'environ 50000 hommes.
- **Garde municipale** : 18 tués (dont 11 sur le monument), pour un effectif de 1443 hommes.
- **Armée** : 40 (?) tués (dont 24 sur le monument). Effectif de plusieurs milliers d'hommes.

On le voit, ce sont les corps soldés de la Garde municipale et de la ligne qui ont constitué l'essentiel des forces du gouvernement et qui ont payé le plus lourd tribut à l'émeute. Toutefois cette remarque doit être nuancée. Peu de gardes nationaux ont été du côté de cette dernière. En dehors des artilleurs il faut signaler quelques individus, comme Pépin, pourtant capitaine, le futur complice de Fieschi (cf. infra), et surtout des ouvriers. La tactique des sociétés secrètes de disjoindre la Garde nationale de l'armée échoua donc largement. Pour le reste, c'est l'hétérogénéité qui domine, selon les arrondissements, les quartiers et les légions. Nous ne pouvons que renvoyer sur ce point aux excellentes analyses de Louis Girard. Notons seulement que, s'il ne semble pas et loin de là, que tous les gardes nationaux aient répondu au rappel, ceux qui l'ont fait ont combattu avec ardeur et efficacité, avec une mention spéciale aux légions de banlieue, « troupe de choc de la Garde nationale... avant-garde de la province ou du plat-pays ».

51. Créée le 16 août 1830 pour remplacer la gendarmerie royale de Paris, la Garde municipale avait, comme nous l'avons vu plus haut, un statut mixte. On la retrouve au premier rang de la répression de tous les mouvements populaires de cette époque. Très impopulaire, elle devait disparaître avec le régime en 1848.
53. HUGO a bien mis en évidence l'état d'esprit et le rôle de la Garde nationale de
Garde nationale aux côtés de la troupe constitue pour celle-ci un facteur moral important et même essentiel un jour d’émeute. Elle se sent à travers elle soutenue par la population et épaulée dans ce type de combat très particulier qu’est la guerre de rue. Grâce à elle la ville n’est pas entièrement un milieu inconnu et hostile. Au reste, le commandement suprême avait été confié au maréchal Lobau, chef de la Garde nationale. Les épisodes d’actions concertées sont fréquents, comme les manifestations de fraternité d’armes. Notre monument le rappelle à sa manière puisque les noms y ont été gravés par ordre alphabétique et non par corps, ni par grade. On retrouve en fait ici l’égalitarisme civique qui était celui de la Garde, étendu symboliquement à l’ensemble des victimes.

Face ouest, colonne de droite : juillet 1835

Il s’agit ici de victimes décédées des suites de blessures reçues lors de l’attentat du mardi 28 juillet 1835, au moment de la revue par le roi de la Garde nationale, pour le cinquième anniversaire des Trois Glorieuses. La machine infernale de Fieschi tua en effet ce jour-là boulevard du Temple 14 personnes, dont les corps furent le 5 août suivant, transportés en grande pompe aux Invalides, en présence de la cour et des corps constitués. Il y eut également un grand nombre de blessés. Nous connaissons les noms de ces victimes par diverses listes que nous reproduisons en appendice (II a V; par commodité nous nous référons ensuite à ces listes en utilisant le numéro de l’appendice); analysons-les dans l’ordre chronologique.

la banlieue, cf. Les Misérables, éd. Gallimard (Folio), Paris, 1973, 5e partie, livre 1ère, chap. 12, p. 257 sqq. Notons que le capitaine Lannicot dont il est question dans ce chapitre est certainement fictif, puisqu’il n’apparaît sur aucune de nos listes. Voir également la chanson de Gavroche :

... Mon ami Bugeaud,
Prêt-moi tes gendarmes
Pour leur dire un mot.
En capote bleue,
La poule au shako
Voici la banlieue!
Co-cocorico!

Id., 4e partie, livre 14e, chap. 1, p. 171. Hugo fait ici probablement une confusion à propos du rôle de Bugeaud. Celui-ci en effet ne participa pas à la répression de juin 1832, mais à celle d’avril 1834.

54. Cela était de plus facilité par le fait que nombre d’officiers de la Garde nationale étaient d’anciens officiers de l’armée, comme le capitaine Gravet, de la 6e Légion, sur notre monument.

Trois noms de notre monument apparaissent sur cette liste (Alizon, Ledhernet, Leclaire), avec des orthographes différentes. Ces variations dans la graphie des noms de personne étaient alors fréquentes, et nous verrons en fait parfois plusieurs orthographes différentes employées pour un même nom. Manque le nom de Fébronie Adélaïde Brisoune née Fro-tignon, qui ne figurait donc pas parmi les blessés trouvés en ce lieu. Un poste de secours provisoire avait en effet certainement été installé à cet endroit, pour donner les premiers soins aux blessés, ainsi qu’il apparaît à travers un récit de l’attentat 55. C’est sans doute le jour même de l’attentat ou le lendemain 29 juillet que l’on procéda à un tri. Il ressort de cette liste établie par un fonctionnaire de police que les cas jugés désespérés (en particulier Goret et peut-être Brieux) ont été ramenés chez eux. D’autres, qui nécessitaient des interventions chirurgicales ont été amenés à l’hôpital Saint-Louis, qui était le plus proche du lieu de l’attentat (ainsi Alisson, Ledhernet et Leclaire, qui ont été amputés peu après, voir infra). Une troisième catégorie de blessés n’ont pas été hospitalisés (Royer et François), soit que leur état ne l’ait pas réclamé, soit que ces personnes qui, d’après leur profession, semblent être aisées, aient préféré être soignées chez elles et éviter l’hôpital, à un moment où, il faut le rappeler, le choléra était encore endémique. Enfin, il est clair que nous n’avons pas ici tous les blessés de l’attentat, comme le montrent les listes suivantes.


Très rapidement le gouvernement décida d’accorder des pensions aux victimes de l’attentat, et le 11 août un projet de loi était présenté en ce sens à la Chambre. La liste des bénéficiaires, publiée dans le Moniteur du lendemain, mentionne encore les trois noms du monument signalés plus haut. Ce sont en fait les trois blessés les plus graves (amputation) qui reçoivent les pensions les plus élevées. En revanche, le quatrième nom (Briosne) n’apparaît toujours pas. On peut voir par ailleurs que le montant des pensions avait été calculé en fonction de la position sociale des victimes. La femme du receveur des contributions Labrouste recevait ainsi le double des autres veuves et la fille du lieutenant-colonel Riussec une somme supérieure au triple de celle touchée par les autres enfants de victimes 57. C’est dire que dans ce dernier cas le grade

56. Voir liste appendice 5 et L. Girard, op. cit., p. 246.
57. Un témoignage littéraire à propos des pensions aux victimes de l’attentat dans
paraissait également entrer en ligne de compte, ce qui fut critiqué. Il s’agissait en effet d’une entorse à l’égalitarisme civique de la Garde nationale, l’officier y étant un citoyen parmi d’autres citoyens. Nous avons enfin dans cette liste des éléments qui viennent compléter les deux précédentes, mais la suivante nous apporte de ce point de vue des informations beaucoup plus exhaustives.

4. — Liste des victimes publiée dans le *Procès de Fieschi*58 (Appen-
dice V).

Cette liste a en effet tout d’un bilan définitif, publié plusieurs mois après l’attentat, en 1836. Les premières victimes sont mentionnées dans un ordre quasiment protocolaire, ce sont celles qui sont mortes le jour même de l’attentat ou dans les deux jours qui ont suivi, alors que les dernières, mortes dans le mois suivant des suites de leurs blessures, apparaissent dans l’ordre chronologique de leur décès. Il est vrai que pour ces dernières, qui appartiennent toutes à ce qu’il est convenu d’appeler le petit peuple, le protocole ne se justifiait guère. Mais cet ordre est aussi celui du feu déclenché par Fieschi. Il est logique que les « officiers » soient pratiquement tous morts sur le coup, puisque c’est sur eux que la machine était braquée ; l’assassin avait manqué le roi, mais pas son escorte. Les projectiles dont étaient bourrés les 24 canons ont atteint au-delà ceux qui se trouvaient les plus proches dans la trajectoire, la haie des grenadiers d’abord et le public ensuite.

Nos trois victimes des listes précédentes sont donc mortes respectives-
ment les 22, 23 et 26 août, n’ayant pas survécu à leur amputation. La chaleur de l’été aidant, l’infection est certainement la cause de leur décès, malgré les soins qui leur furent prodigués et dont la presse se fit largemen
t l’écho. On voit ici enfin apparaître la dame Brissone, décédée le 28 août, sans pouvoir s’expliquer la raison de son absence sur les listes précédentes. Peut-être a-t-elle été transportée chez elle immédiatement après l’attentat, sans passer par un poste de secours ni par l’hôpital et sans être signalée tout de suite aux autorités ? Sa famille se serait alors manifestée plus tard, afin d’obtenir une place dans le cimetière du Père Lachaise et peut-être une pension.


Cette liste permet par ailleurs de mettre en évidence certaines discordances avec celle des pensionnés (voir supra). En effet, une personne blessée et pensionnée pour blessure grave (la nommée Delepine Jeanne-Marie, liste 4, n° 19) n'y apparaît pas, sans que nous puissions établir la raison de cette absence. Inversement, des personnes signalées ici comme blessées ne sont pas mentionnées parmi les bénéficiaires de pensions (n° 11, 12, 14, 15, 16, 17, 19) 59. Il peut bien sûr s'agir de blessés légers pour lesquels le versement d'une pension n'apparut pas nécessaire. Mais alors pourquoi le jeune Legoret, signalé dans la liste 1 (= Goret) comme « presque mourant » et qui pourtant survécut, ne toucha-t-il pas de pension? Il est plus vraisemblable dans ce cas, et sans doute dans d'autres, qu'il s'agit d'oubli, peut-être provisoires et réparés par la suite, causés par l'état encore lacunaire de l'information des autorités, quelques jours après l'attentat.

Enfin, d'après cette dernière liste, le nombre total des victimes s'élève à 19 morts et 23 blessés. Il faut donc relever le bilan traditionnellement retenu par l'historiographie, qui avançait les chiffres de 18 morts et 22 blessés 60. Cependant le chiffre des tués amène encore quelques observations. En effet, il y a eu d'abord 14 décès immédiats ou presque, puis 4 autres après le 20 août dont la liste 5 nous donne les dates précises. Cela explique sans doute pourquoi ces morts n'ont pas tous eu la même sépulture. Les premiers, parmi lesquels se trouvaient un grand nom du royaume et des militaires de haut rang, ont vraisemblablement été inhumés aux Invalides, après la cérémonie du 5 août 61, qui fut suivie le lendemain d'un Te Deum à Notre-Dame. Il est possible par ailleurs que certaines familles aient préféré donner à leur défunt une sépulture privée 62. Quant aux autres victimes, décè-

59. Nous laissons de côté le cas des gardes nationaux qui bénéficièrent de pensions particulières, Moniteur, 12 août 1835.
61. Le Moniteur du 4 août 1832, p. 1807, précisait en effet qu'après la cérémonie les corps des victimes resteraient aux Invalides afin d'être ultérieurement déposés dans les caveaux.
62. Rappelons dans cet ordre d'idée que peu après l'attentat, des familles d'officiers tués avaient réclamé le corps de leur défunt à la mairie du VIIIe (Moniteur, 31 juillet, p. 1791). Il s'agissait sans doute en fait de les faire embaumer avant la cérémonie du 5 août, si l'on en croit l'incident survenu peu après. Alors que les 14 cercueils en chêne doublés de plomb, fournis par le gouvernement, avaient été exposés dans une chapelle ardente en l'église Saint-Paul Saint-Louis, 10, dont les corps n'avaient pas été embaumés, montrèrent des signes inquiétants de fermentation et de fissuration. Il fallut dépêcher une commission de médecins afin de procéder à l'embaumement avant les obsèques, aux frais de l'État.
des après cette date, elles n'ont apparemment pu bénéficier que de l'emplacement au Père Lachaise, concédé par la Ville, peut-être à la demande du gouvernement 63.

Aux côtés des soldats tués lors des émeutes républicaines de juin 1832 et d'avril 1834, le régime accueillait donc dans cette enceinte les malheureuses victimes des régicides de juillet 1835. Mais cette proximité n'était pas innocente. On cherchait ici à mettre en évidence un point commun de ces victimes, celui d'avoir succombé de la main avengeuse des ennemis du trône, des ennemis de la liberté et de l'ordre public. Le régime de Juillet espérait-il par ce parallèle faire oublier le massacre de la rue Transnonain, déjà immortalisé par Daumier? L'imposante et solennelle cérémonie du 5 août, avec son convoi de 14 cercueils, rassemblant entre autres dans une commune douleur les familles d'un maréchal de France et d'une jeune ouvrière de 14 ans, avait certainement recherché ce but, comme en témoignait le lendemain le ton de la presse gouvernementale 64. Le monument du Père Lachaise participait également à ce parallélisme politique et funéraire puisqu'il plaçait côte à côte les noms des soldats du 35e de 1834 et ceux des victimes de Fieschi et de ses complices 65. Mais il y participait d'une manière plus discrète et presque implicite, puisque seule l'inscription latérale « Juillet 1835 », en dessous de « Avril 1834 », rappelait la raison de leur présence en ce lieu. Il s'agissait bien entendu du remploi d'un monument édifié pour

63. Nous n'avons toutefois pas retrouvé d'arrêt du Conseil municipal semblable à ceux de 1832 et 1834. Par ailleurs un dernier problème subsiste. Entre les 14 cercueils des Invalides et les 4 noms du Père Lachaise nous n'avons pas, si l'on peut dire, notre compte. Qui est la victime ici « oubliée » et où se trouve-t-elle? Les sources sur ce point divergent. Toutes mentionnent bien 14 cercueils le jour des funérailles mais dans l'article du Journal des Débats du 6 août relatant la cérémonie, le nom de Brunot n'apparaît pas, alors que dans le compte rendu donné par le Procès Fieschi, op. cit., 1836, c'est celui de Mme Langoray (ou Langeray) qui est absent. C'est donc une de ces deux personnes qui n'a pas été amenée ce jour-là aux Invalides, sans doute parce qu'elle n'était pas encore décédée à ce moment, et qui pourtant, pour une raison inconnue de nous, ne se trouve pas non plus au Père Lachaise. En l'état de nos connaissances il n'est malheureusement pas possible d'être plus précis.

64. Par exemple le Journal des Débats du 6 août, sous la plume d'un chroniqueur anonyme, à propos de la jeune Joséphine Rémy : « ...la mort des combats l'a frappée au milieu de nos fêtes; elle a péri. Le régicide l'a immolée. Était-elle donc d'un rang illustre? Non! mais c'était le premier châtiment du crime que, pour viser au cœur du représentant et du chef de la France, il fallait faire pleuvoir la mort sur tous les rangs du peuple ».

65. Morey et Pépin, arrêtés peu après. Ce dernier avait été capitaine de la Garde nationale; accusé d'avoir pris part à l'émeute de 1832, il fut traduit devant un conseil de guerre le 16 juin de cette même année et acquitté. Tous deux étaient membres de la Société des Droits de l'Homme. Les trois coupables furent condamnés à mort et exécutés en janvier 1836.
une autre occasion, et il n’y avait pas beaucoup de place pour une inscription plus importante. Mais surtout la situation politique de 1834 expliquait que le gouvernement eût été alors plus discret dans sa commémoration. L’inscription gravée l’année suivante, dans un contexte différent, à la même place et dans la même graphic, se coula en quelque sorte également dans cette discrétion.

Il faut en convenir, notre monument ne semble pas avoir beaucoup marqué son époque, à la différence par exemple de celui du tombeau du général Foy, qui fut tant vanté et si souvent représenté en gravure. Sa postérité semble donc à peu près nulle et on peut à première vue attribuer cela au caractère somme toute convenu de son style et au manque d’originalité de ses auteurs. Mais surtout, ce monument fut construit à une époque où le goût antiquisant commençait lui-même à passer de mode. Les années 1830 et 1840 sont en effet celles qui voient s’affronter les tenants de l’architecture néo-classique et ceux qui, avec Viollet-le-Duc ou Lassus, défendent les vertus du néo-gothique, pour des raisons de rationalité architecturale, de coût ou bien entendu pour des motifs religieux. Un des principaux reproches faits au néo-classique par Lassus et par Montalembert n’était-il pas d’être un art païen et étranger alors que le gothique était l’expression d’une période de profonde spiritualité française et un art qui, plus que tout autre, permettait de faire sentir la symbolique ainsi que la majesté du dogme et du mystère, et d’emporter « l’esprit vers le ciel » (Lassus)? Il n’est pas indifférent dans ces conditions que la victoire du néo-gothique ait alors coïncidé avec le début du retour des élites vers le catholicisme. C’était bien là le style qui convenait à la religion du temps, en même temps qu’à la construction ou à la reconstruction massives d’églises afin de pourvoir aux besoins nés du développement de la pastorale à partir du milieu du siècle. Notre monument devait dès lors apparaître comme le vestige d’une époque révolue et d’une idéologie réprouvée de toute part, puisque les républicains pouvaient lui reprocher son origine poli-


68. Voir en particulier MONTALEMBERT, Discours sur le vandalisme dans les travaux d’art, dans la Discussion générale du projet de loi relatif aux crédits supplémentaires aux exercices de 1846-1847, séance du 26 juillet 1847.

tique, les conservateurs son allure laïque et les amateurs d’art son style démodé et sans grâce. C’est sans doute aussi cela qui peut expliquer qu’il soit aussi rapidement tombé dans l’oubli et il faut donc chercher ailleurs une éventuelle portée à cette œuvre.

Une des particularités de ce monument est certainement d’être le seul à notre connaissance à avoir été érigé après une émeute pour accompagner la sépulture et honorer la mémoire de ceux qui en avaient assuré la répression. Nous avons vu comment le contexte politique expliquait cette particularité et comment la Monarchie de Juillet avait pu d’une même manière, et bien que cela ait été à une échelle différente, commémorer tantôt les émeutiers de 1830 et tantôt les forces de l’ordre de 1832. Comme le disait un quatrain républicain :

L’émeute est tour à tour défendue et permise
Le gouvernement de Juillet
Selon les temps, les lieux et surtout l’intérêt
La canonne ou la canonise.

D’une manière plus générale, l’intérêt essentiel du monument « Aux victimes de Juin », replacé dans l’histoire de la commémoration officielle, est sans aucun doute d’être le premier véritable monument aux morts édifié en France et par un régime qui, nous le savons, a inauguré au XIXᵉ siècle la pratique de la célébration historique et du souvenir civique, que la Troisième République devait ensuite porter à sa perfection 70. Avant même le grandiose mausolée de la Bastille, dont il a peut-être inspiré la destination funéraire, et de manière beaucoup plus achevée que les quelques monuments provinciaux dédiés à la mémoire des « Héros de Juillet » 71, celui du Père Lachaise constitue le premier exemple d’un genre appelé à une grande fortune. Bien entendu le lien avec la sépulture demeurait ici essentiel et celle-ci était la fonction première de cet ensemble, à laquelle le régime en ajoutait une autre, commémorative et éminemment politique. Dans l’immédiat ce caractère partisan, et aussi l’absence de victimes à commémorer, ne lui donnerent pas de suite. On sait que les victimes de février 1848 furent placées dans les caveaux de la colonne de la Bastille, à côté de celles de 1830, et il n’existe pas à notre connaissance de monument équivalent.


71. Signalés par M. Agulhon, op. cit., p. 65 : Saintes (Charente-Inferieure), Gimeaux (Puy-de-Dôme), Villaine-en-Duesmois (Côte-d’Or), Étoile (Drôme) et Rennes (Ille-et-Villaine).
pour celles de juin 1848, d’un côté ou de l’autre. Il faut attendre la guerre de 1870 et surtout celle de 1914-1918 pour voir fleurir partout en France des monuments aux morts et cette fois sur un fond d’unanimité commémorative nationale. Mais le lien entre la sépulture et la commémoration était alors en partie brisé. La commémoration s’autonomisait à travers les monuments et leurs listes de noms sur les places des villes et des villages, tandis que les grands cimetières militaires étaient à perte de vue leurs champs de croix blanches et devenaient eux-mêmes d’immenses monuments du souvenir 72.

Jean-Marc Civardi et Jérôme France.

APPENDICE

I. LISTE DES VICTIMES GRAVÉE SUR LE MONUMENT DU PÈRE LACHAISE

Face nord, colonne de gauche

AUBERT
Pierre Hippolyte
garde municipal à cheval
BELLIER
François Michel
adjutant major de la 4e Légion
BERINGER
Nicolas
garde municipal
CARTIER
Jean
chasseur au 3e Léger

CHOLLET
Jacques Louis Léonard
chef d’escadron au 6e Dragons

COCQUELET
Charles Joseph
garde municipal

CONDAMINE
Pierre
carabinier au 14e Léger

DUC
Claude
soldat au 1er de Ligne

FAUCHIER
Henry
voltigeur au 16e de Ligne

FOLENFANT
Joseph
soldat au (lacune)

FOREST
Bernard
soldat au 14e Léger

GAULTHIER
Pierre
journalier

GEOFFROY
Jean Julien
avocat
lieutenant de la 2e Légion

GILLES
Félix Marie
garde municipal

GRAVET
Pierre
capitaine de la 6e Légion
ancien officier de l’armée

Face nord, colonne du milieu

GUENIFET
Joseph
carabinier au 2e Léger

HERERA
Charles
garde municipal

HERVET
Jean François
tambour au (lacune)

KOLLETER
François Marie
voltigeur au 16e de Ligne

LADROIX
Jean Baptiste
garde municipal

LAVRILIERE
Eugène
garde municipal

LEFORT
Émile
commiss mandant

grenadier de la 4e Légion

LEMOINE
Louis Victor
sergent au 25e de ligne
I. — LE MONUMENT « AUX VICTIMES DE JUIN »

a) Vue d’ensemble, face nord

b) Face nord, dédicace et cénotaphe
a) Vue d'ensemble de la balustrade et de l'enclos

b) Face nord, détail du cénotaphe

II. — LE MONUMENT « AUX VICTIMES DE JUIN »
III. — DEUX MONUMENTS FUNÉRAIRES

a) Le monument « Aux victimes de juin » : face est, cénotaphe
b) Sépulture de la famille Frochot (Plantard) : vue d’ensemble
IV. — L’ART FUNÉRAIRE

a) Sépulture Frochot (Plantard), détail
b) Tombe du maréchal Suchet (Plantard), détail
COMMÉMORATION AU DÉBUT DE LA MONARCHIE DE JUILLET

LHUBERT
Jean Marie
carabinier
LOINTIER
Jean Louis
sous-officier à la 3e compagnie
de Vétérans
MORGE
Dominique
toureur en cuivre
chasseur dans la 6e Légion
MARQUEZ
Antoine
chasseur au 14e Léger
MATHIEU
Etienne
vernisseur
tambour de la 5e Légion

Face nord, colonne de droite
MENARD
Louis
soldat au 5e Lancier
MODER
Jean
chasseur au 3e Léger
MOUSSEAU
Pierre Auguste
soldat au 42e de Ligne
MUNEREL
François
soldat au 25e de Ligne
PARGALLA
Jean
carabinier au 12e Léger
PERNOT
François Xavier
grenadier au 1er de Ligne
PREVOST
Jean-Baptiste Honoré
capitaine au 14e Léger
PUSSIER
Louis
soldat au 3e de Ligne

RAUD
Jean
garde municipal
REYBEL
Mathias
garde municipal
SATTLAIR
François Xavier
garde municipal
SCHMITT
Dominique
garde municipal
SENEGON
Pierre Georges
caporal au 16e de Ligne
VANHERSEQUE
Charles Louis
voltigeur au 1er de Ligne
WEBER
Claude
grenadier au 25e de Ligne

Face ouest, colonne de gauche
ARMELLINI
Jean Antoine
voltigeur au 35e de Ligne
BERNARD
Alexis Joseph
soldat au 8e de Ligne
BLONDY
Jacques
voltigeur au 35e de Ligne
CHENUT
Jean Baptiste
garde municipal
DEMIA
Charles Louis Antoine
soldat au 32e de Ligne
DUPUIS
Léonard
garde municipal
FAYAUT
François
soldat au 54e de Ligne
II. Noms des blessés trouvés au 31, Boulevard du Temple,
Le 28 ou le 29 juillet 1835
(Moniteur du 30 juillet)

1. GORET, tourneur, rue Folie-Méricourt, 6, enfant; une balle au sein gauche; presque mourant, transporté chez lui.
2. VIDAL, jeune homme, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève, 60; machoire fracturée, hôpital Saint-Louis.
3. Mlle Rose ALISON, domestique chez M. Brocard, rue Neuve de Nazareth, 17.
4. Mme LEDERNET, seillière, rue Bergère, 20; blessée à la tête et au bras gauche.
5. Mme LEDERNET, sa belle-sœur, demeurant à Méru près Beauvais, logée rue Bergère, 20; blessée à la jambe.
6. LECLERC, 13 ans, rue Delacote, 21, faubourg Saint-Antoine; jambe cassée, hospice Saint-Louis.
7. Clarisse BRIEUX, rue des Vertus, 20; une balle dans le bas-ventre. On la dit enceinte, transportée chez elle 73.

73. On perd ensuite toute trace de cette blessée. Se pourrait-il qu'il s'agisse en fait de la même personne que Mme Langeray (ou Langoray), également enceinte, mentionnée
8. M. ROYER, fabricant de meubles, faubourg Saint-Antoine, 23 ; une balle à la pommette de la joue et une à la cuisse, extraite par le docteur Hureau, médecin de la 6e Légion.

9. M. FRANÇOIS, maître-boulanger, rue de la Roquette en face le corps de garde, garde national, blessé à la jambe, transporté chez lui.

III. LISTE DES VICTIMES DE L'ATTENTAT DU 28 JUILLET 1835
APPARTENANT AU VIIIe ARRONDISSEMENT DE PARIS, DRESSÉE PAR LE MAIRE
(Moniteur du 31 juillet)

Tués :

1. RIEUSSEC, lieutenant-colonel, 8e Légion, rue de Charonne, 165.
2. PRUD'HOMME, sergent de grenadiers du 1er bataillon, 8e Légion, marbrier, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 123.
4. RICARD, grenadier du même bataillon, marchand de vin, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 47.
5. LÉGER, grenadier du même bataillon, fabricant d'instruments de mathématique, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 273.
6. JUGLAR, employé aux filatures des hospices, impasse des Hospitalières.
7. ARDOUIN, journalier, rue de Montreuil, 99.

Blessés :

8. MARION, capitaine en second des grenadiers du 1er bataillon, teinturier, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 29.
9. CHAMARANTE, sergent de grenadiers, 1er bataillon, restaurateur, place Saint-Antoine, 7.
10. CHAUVIN, grenadier du même bataillon, marchand boulanger, rue de la Roquette, 22.
11. ROYER, grenadier du même bataillon, fabricant d'ébénisterie, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 23.
12. DELEPINE, grenadier du même bataillon, jardinier-maraîcher, rue des Boulets, 11.
13. VOGEL, ouvrier imprimeur en papier peint, rue Saint-Antoine, 209.

dans d'autres listes (3 et 4) et décédée par la suite ? Le fonctionnaire de police qui a rédigé cette liste aurait alors donné son nom de jeune fille.

74. Il est possible que cet individu soit le même que le sieur Chauvin de la liste 3. L'officier de police aurait peut-être alors donné le prénom au lieu du nom. Cela expliquerait alors que l'on ne retrouve pas ensuite ce dénommé François.
15. LECLERC, apprenti ébéniste, âgé de 13 ans, rue de Côte, 21.

IV. LISTE DES PENSIONNÉS DE L’ATTENTAT DU 28 JUILLET 1835
(Moniteur du 12 août)

PROJET DE LOI


Veuves :
1. GOURG (Anne Dominique), veuve LABROUSTE, 2000 F.
2. SIMONNET (Catherine Pierrette), veuve PRUD’HOMME, 1000 F.
3. FLAMANT (Marie-Marguerite Félicité), veuve RICARD, 1000 F.
4. HEBERT (Nicole), veuve ARDOINS, 1000 F.

Enfants :
5. CAZALOT (Angélique Joséphine), née RIEUSSEC, 2000 F.
6. PRUD’HOMME (Désirée Victoire), 600 F.
7. RICARD, 3 enfants, chacun 600 F.
8. JUGLAR, 3 enfants, chacun 600 F.
9. LENGERAY, 4 enfants, chacun 600 F.

Père et mère :
10. RICARD, sexagénaire, 600 F.
11. MAUPIEREZ, mère du sieur LÉGER, 600 F.

Sœur :
12. LÉGER, sœur du sieur LÉGER, 600 F.

Blessés :
13. LEDERNET (Joséphine LANDOT), amputée d’un membre, 1000 F.
14. ALISSON (Rose), id., 1000 F.
15. LECLERC (François), id., 1000 F.
16. GEER (Louise Adélaïde), blessée gravement, 600 F.

75. Il s’agit donc ici de celle du Père Lachaise, décédée des suites de ses blessures (voir liste 5). Quant à sa belle-sœur (voir listes 2 et 5), née Sassiat, comme nous l’apprend cette même liste (elles avaient donc épousé les deux frères), elle apparaît ici aux côtés de son mari, également blessé.
17. JOSSE (Arthémise), id., 600 F.
18. FRANÇOIS (Clotilde), id., 600 F.
19. DELEPINE (Jeanne-Marie), id., 600 F.
20. LEDERNET (Louis-Michel), id., 600 F., réversible sur la tête de Madeleine Anastasie Sassiat, sa femme, également blessée.

(...) 

V. LISTE DES PERSONNES TUÉES ET BLESSÉES LORS DE L’ATTENTAT
DU 28 JUILLET 1835
(Procès de Fiescht)

Tous :

1. M. le maréchal MORTIER, duc de Trévise, 67 ans (...).
2. M. le marquis de LACHASSE de VERIGNY, maréchal de camp, commandant l'école d'état-major, 60 ans; mort dans la nuit.
3. M. RAFFE, colonel de la gendarmerie de la Seine, 56 ans; mort dans la nuit.
4. M. RIEUSSEC, lieutenant-colonel de la 8e Légion, propriétaire des haras de Viroflay.
5. M. LABROUSTE, receveur des contributions directes du VIIe arrondissement, 72 ans; décédé le 30.
6. M. le comte Oscar de VILLATE, capitaine d’artillerie, officier d’ordonnance du ministre de la guerre.
7. M. PRUD’HOMME, marbrier, sergent des grenadiers du 1er bataillon de la 8e Légion.
8. M. BENETTER, découpeur en ébénisterie, grenadier du 1er bataillon de la 8e Légion.
9. M. LEGER, fabricant d'instruments de mathématique, grenadier du 1er bataillon de la 8e Légion, atteint de 15 balles.
10. M. RICARD, marchand de vin, grenadier du 1er bataillon de la 8e Légion, père de 3 enfants.
11. M. BRUNOT, employé à la filature des Minimes.
12. M. INGLAR, employé à la filature des hospices, père de 4 enfants.
13. M. ARDOUIN, journalier, frappé à côté de sa femme, blessée.
14. Mme LANGORAY, ouvrière en franges, enceinte, mère de 4 enfants; elle en tenait un dans ses bras lorsqu’elle a été frappée.
15. Mlle Louise-Joséphine REMY, brunisseuse, âgée de 14 ans.
19. Mme BRIOSNE, 4 blessures aux cuisses, amputée le 20 août. Décédée le 28.

Blessés :
1. Général BLIN.
2. Général COLBERT.
3. Général HEYMES.
4. Général PELET.
5. M. BOUDONVILLE, chef d’escadron.
6. M. MARION, teinturier, capitaine en second des grenadiers du 1er bataillon de la 8e Légion.
7. M. CHAMARANTE, restaurateur, sergent des grenadiers du 1er bataillon de la 8e Légion.
8. M. CHAUVIN, boulanger, grenadier du 1er bataillon de la 8e Légion.
9. M. ROYER, fabricant de meubles, grenadier du 1er bataillon de la 8e Légion.
10. M. DELEPINE, jardinier-maraîcher, grenadier du 1er bataillon de la 8e Légion.
11. M. BARATHON, imprimeur.
15. M. VIDAL, ouvrier fondeur, 16 ans et demi.
16. M. HENRY Michel, 10 ans et demi.
17. M. LEGORET, 9 ans, balle à la poitrine.
18. Mme LEDERNET, blessure au bras et à la tête.
19. Mme LACOSTE, concierge.
20. Mme ARDOUIN, coup de feu à la tête.
22. Mlle Clotilde FRANÇOIS, domestique, blessure à la cuisse.
23. Mlle Arthémise JOSSE, 8 ans, fille du maire de Précy-sur-Oise, blessée aux deux jambes.